

Israël écrase la Palestine, la complicité de la mairie de Paris est intolérable

Tel Aviv, capitale d'Israël, se trouve à quelques dizaines de Km de Gaza.

À Gaza, 1800000 habitants vivent en cage. Il n'y a presque plus d'eau potable, à peine quelques heures d'électricité par jour et on manque de tout. Il y a un an, en toute impunité, l'armée israélienne a massacré plus de 2200 personnes, essentiellement des civils, elle a pulvérisé des immeubles, la station électrique, et la station d'épuration. La flottille en route pour briser le blocus de Gaza a été arraisonnée dans les eaux internationales par la marine israélienne et cet acte de piraterie n'a pas été sanctionné.

Tel Aviv, si on en croit Madame Hidalgo, maire de Paris, c'est une station balnéaire, une ville de noctambules, de culture et de nouvelles technologies.

Cette technologie, elle a l'horrible goût de la mort et du colonialisme. Cette culture, elle sent l'apartheid, l'écrasement du peuple palestinien, la négation de ses droits et de sa dignité.

Madame Hidalgo essaie de prétendre que Tel Aviv est une ville « progressiste » et qu'il vaut mieux « échanger » que « boycotter ».

Il n'y a pas d'apartheid progressiste. C'est en boycottant et pas n'en échangeant qu'on a forcé l'ancien régime d'Afrique du Sud à abandonner l'apartheid.

Il n'y a qu'une seule façon d'arrêter le rouleau compresseur colonial israélien, c'est de sanctionner enfin cet Etat voyou, politiquement et économiquement.

Les politiciens français qui continuent de collaborer avec les autorités israéliennes alors que chaque jour l'occupation, la colonisation, les emprisonnements et les meurtres essaient de créer l'irréversible, sont complices.

L'accueil de Tel Aviv à Paris Plages est indécent et intolérable.

Avec nos camarades anticolonialistes israéliens et les forces progressistes françaises qui se sont largement mobilisées contre cette tentative de blanchiment du régime d'oppression israélien, l'Union Juive

Française pour la Paix appelle la mairie de Paris à annuler cette initiative.

Le Bureau National de l'UJFP le 11 août 2015